



Le 6 mars 2019

Les 20 ans de l'euro, des gagnants et des perdants, vraiment ?

Une note récente du CEP, centre de politique européenne de Fribourg, calcule pour les 20 ans de l'euro, les « gagnants » et les « perdants », et annonce une perte de 56 000 euros par Français en raison de l'euro. Cet institut allemand prétend pouvoir calculer précisément ce qui se serait passé si l'euro n'avait pas existé, et exhibe les « vainqueurs » : Allemagne, Pays-Bas, et les « perdants » : France, Italie.

Vouloir mesurer les effets de l'euro est légitime, mais à condition d'adopter une méthode rigoureuse. À cet égard, la Banque de France tient à indiquer quelques éléments factuels pour nourrir le débat sur des bases plus fiables.

Comment évaluer ce que les Européens ont gagné grâce à l'euro ?

Tout d'abord, soyons honnêtes : personne ne peut dire ce qui se serait passé sans l'euro. Il est tout simplement impossible d'isoler un phénomène et de faire abstraction de tous les autres. En économie, les facteurs interagissent. Depuis 1999, 20 ans se sont écoulés. Il y a 20 ans, le smartphone n'existait pas, c'était avant la crise financière de 2008. Entre temps, il y a eu l'euro, mais aussi les attentats du 11 septembre 2001, l'émergence de la Chine et des changements profonds sont intervenus en parallèle à l'introduction de la monnaie unique. En 20 ans, l'environnement économique de l'Europe a profondément changé.

L'étude du CEP se présente comme « empirique » et repose sur des méthodes en apparence scientifiques, mais la technique employée est contestable, pour plusieurs raisons. Les groupes de pays témoins choisis pour établir les comparaisons ne sont pas pertinents (la France sans l'euro, ce serait l'Australie + le Royaume Uni ? l'Allemagne sans l'euro, ce serait Bahreïn, le Japon, avec un peu de Royaume Uni et une pincée de Suisse ?), le critère du PIB par habitant est restrictif, et surtout l'étude attribue à l'euro la totalité de l'impact des autres événements intervenus simultanément ou après. Ainsi, si des réformes structurelles sont menées dans la même période que l'introduction de l'euro, on attribuera leur impact à l'euro. En clair, l'Allemagne se voit bénéficier fortement de l'euro mais les bénéfices qu'elle a tirés des réformes qu'elle a mises en œuvre après 1999, telles les lois Hartz IV, sont attribués à l'euro. La méthode, de ce point de vue, surestime les avantages de l'euro pour les pays qui ont mis en place des réformes porteuses de croissance et pénalise ceux qui ne l'ont pas fait dans la même mesure ou ont connu des chocs spécifiques. De plus les interactions entre les pays de la zone euro ne sont pas prises en compte. La photo est biaisée.

Ce qui est clair en revanche, ce sont les effets positifs de l'euro. En maintenant une inflation basse, l'euro a permis la stabilité des prix et la préservation de l'épargne et du pouvoir d'achat des ménages. En France, on l'a un peu oublié, mais la hausse des prix est passée de près de 5 % en moyenne pendant les vingt années qui ont précédé l'introduction de l'euro, à 1,7 % au cours des vingt dernières années : les prix augmentent beaucoup moins depuis l'euro. Sur les 20 dernières années, le pouvoir d'achat des ménages (mesuré par le revenu par habitant) a plus augmenté en France que dans la moyenne de la zone euro (et qu'en Allemagne, Espagne, et Italie) : selon ce critère, la France serait donc parmi les « vainqueurs ». L'euro a aussi assuré la stabilité des financements à travers la baisse très nette des taux d'intérêt. Cela représente donc pour les ménages, les entreprises et pour l'État, des coûts moins élevés. Cette contribution à la croissance est indéniable. Et souvenons-nous, en 2008, lorsque les banques ne se prêtaient plus entre elles, qui a sauvé le système financier pour assurer la continuité des paiements et du financement de l'économie, grâce à des mesures pragmatiques prises en commun au niveau de l'euro ? La Banque centrale européenne, avec les banques centrales des pays de l'euro. Ce que chaque économie nationale, chaque monnaie nationale, sans l'euro, serait devenue, est difficilement chiffrable. Mais donne à coup sûr, avantage à l'euro.

N'attribuons pas à l'euro les bénéfices qu'il n'a pas créés, et ne l'affublons pas des maux dont il n'est pas responsable. Restons-en aux faits, et nous constatons que l'euro est du côté des solutions et non des problèmes. Les citoyens en ont conscience et sont très attachés à la monnaie unique (81 % en Allemagne, 72 % en France, 75 % en moyenne dans l'Union européenne y sont favorables).

Si la croissance du PIB de la France n'est pas encore à la hauteur du potentiel, c'est le signe que l'euro ne peut pas tout : les efforts à fournir en matière de formation, d'éducation, les progrès à accomplir pour disposer de tous les instruments nécessaires pour la stabilité européenne, compléteront la partie monétaire.

L'euro, monnaie unique de plus de 340 millions de personnes dans 19 pays, est le fruit d'une volonté historique, en raison d'une communauté de destin des Européens. Nous ne gagnerons rien à monter artificiellement les peuples européens les uns contre les autres quand les entreprises, et donc les emplois dépendent souvent de phénomènes transfrontière. L'euro est perfectible, mais nous avons tous à gagner à une Europe solide et solidaire.